



6 juin 2015

Débat Citoyen Planétaire sur le climat et l'énergie
World Wide Views on Climate and Energy

DOSSIER DE PRESSE





Sommaire

1 jour, 104 débats, 10 400 citoyens : présentation du Débat Citoyen Planétaire

Fiche pratique du débat

Carte du monde des pays participants

Liste des pays participants

Les régions françaises mobilisées à 100 % pour le climat

14 débats dans les régions

Programme de la journée du 6 juin au QG de l'opération

Journée type du 6 juin 2015

Coordinateurs du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie

Financeurs du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie

Qui manque dans les négociations internationales sur le changement climatique ?

Les citoyens !



DÉBAT CITOYEN PLANÉTAIRE
SUR L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT

2015
PARIS
COP21





“Dans 100 pays du monde, 100 citoyens ou citoyennes seront réunis pour donner leur avis sur les grands axes de la négociation. Une sorte de consultation citoyenne à l’échelle du monde.”

François Hollande,
Président de la République Française

1 JOUR  **100 DÉBATS**  **10 000 + CITOYENS**

Le Débat Citoyen Planétaire contribue à la construction d’une démocratie mondiale à travers le thème du changement climatique.

Le débat citoyen planétaire apportera un avis citoyen mondial sur le changement climatique aux gouvernements, institutions onusiennes, pouvoirs locaux, parties prenantes, entreprises, ONG...

Il renforcera la légitimité des décisions prises lors de la COP21 de la CCNUCC, qui impacteront la vie des générations actuelles et futures.



LES INITIATEURS ET PARTENAIRES

Le débat citoyen planétaire Energie-Climat 2015 est initié par le secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Commission nationale du débat public (FR), la Danish Board of Technology Foundation (DK) et Missions Publiques (FR), et réalisé avec la collaboration de partenaires de la World Wide Views Alliance.



LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES

Deux débats citoyens planétaires ont déjà été organisés par le Danish Board of Technology :

- **Débat Citoyen Planétaire sur le réchauffement climatique,**
COP 15, Copenhague (2009)
<http://globalwarming.wvviews.org/node/259.html>
- **Débat Citoyen Planétaire sur la Biodiversité,**
COP 11, Hyderabad (2012)
<http://biodiversity.wvviews.org>

Le Débat National français sur la Transition Énergétique (2013) a permis aux citoyens français de s'exprimer ; la méthode World Wide Views a permis d'organiser une journée citoyenne dans 14 régions de l'Outre-Mer et de métropole. Les résultats ont soutenu le Conseil national de la transition énergétique dans la formulation de propositions audacieuses à destination du Président de la République et du Gouvernement.

LES FINANCEURS DU PROJET - ÉDITION 2015

Cette opération est co-financée par le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, la Commission nationale du débat public, 14 Régions françaises participant à l'opération sous la coordination de l'Association des Régions de France (Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Centre-Val-de-Loire, Franche-Comté, Guadeloupe, Haute-Normandie, Île-de-France, Martinique, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes), ENGIE (GDF Suez), la Fondation KR, la Présidence de l'Assemblée nationale française, l'Agence fédérale de l'environnement allemande, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), la Fondation de France, l'Agence Spatiale Européenne, les groupes "socialiste et apparentés", "Europe Écologie Les Verts (EELV)" du Sénat français, le Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement et l'agglomération Grenoble-Alpes Métropole et la ville de Paris.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Bjørn Bedsted

Coordinateur World Wide Views - Danish Board of Technology

bb@tekno.dk
+45 3078 5171

Yves Mathieu

Co-directeur Missions Publiques
Co-coordonateur du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie

yves.mathieu@missionspubliques.com
+33 674 646 117

Christian Leyrit

Président de la Commission nationale du débat public (CNDP)

christian.leyrit@debatpublic.fr
+331 44 49 85 60



www.climateandenergy.wvviews.org



Fiche Pratique du Débat Citoyen Planétaire sur le Climat et l'Énergie

Objectif ? Organiser un débat citoyen planétaire sur le climat et l'énergie

Où ? 5 continents et plus 15 îles

Qui ? 10 400 citoyens (100 citoyen(ne)s x 104 débats)

Quand ? Le samedi 6 juin 2015

Comment ? Un questionnaire et une méthode identiques pour chaque pays ; des résultats accessibles instantanément sur Internet et la production d'un rapport pour les décideurs

Pourquoi ? Mettre en discussion la parole citoyenne avec les décideurs et négociateurs

Le 6 juin 2015 aura lieu le Débat Citoyen Planétaire (World Wide Views) sur le climat et l'énergie. 5 continents et 15 îles s'associeront à cette initiative ambitieuse. Dans chaque pays, 100 citoyens et citoyennes participeront à une journée d'information et de délibération leur permettant de se former une opinion éclairée et de donner leur avis sur cinq sujets-clé des négociations de la Conférence Climat de Paris.

Le *World Wide Views* sur le climat et l'énergie a été co-initié par le Secrétariat de la CCNUCC, la Commission nationale du débat public, le Danish Board of Technology Foundation et le cabinet Missions Publiques. **L'initiative a été labellisée COP21, et le Secrétariat de la CCNUCC l'a reconnue comme faisant partie du processus de négociation.**

Le débat traitera l'ensemble des enjeux de la 21^{ème} Conférence des Parties (COP21) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Le *World Wide Views* permet aux citoyens de se saisir des enjeux des négociations internationales afin qu'ils deviennent partie prenante des décisions publiques, valorisant ainsi la parole citoyenne sur des enjeux complexes. Le même protocole sera strictement appliqué d'un pays à l'autre, afin que les résultats puissent être consolidés et respectent les mêmes critères de qualité. Ils seront instantanément diffusés sur Internet via un « webtool » et accessibles par tous. Ils seront analysés dans un rapport pour les décideurs.

Les recommandations formulées par les citoyens lors du *World Wide Views* sur le climat et l'énergie de juin 2015 seront présentées aux négociateurs lors de l'intersession à Bonn en juin 2015, et à l'occasion de nombreux événements organisés dans le cadre de la COP21

L'organisateur de débat doit posséder les compétences professionnelles nécessaires pour mener à bien un processus de participation citoyen. Il ne doit pas être un gouvernement national, ni une structure qui aurait un positionnement considéré comme partisan par rapport aux enjeux climatiques.

L'organisation du débat au niveau local demande :

- **de recruter 150 citoyens** profanes afin d'assurer la présence d'au moins 100 personnes le 6 juin ;
- **de constituer une équipe organisatrice** (comprenant des facilitateurs). Tous les organisateurs locaux sont formés à la méthode et aux modalités d'organisation du débat : en assistant à des formations en « présentiel » (deux sessions ont été organisées à Paris, une en Guadeloupe et une à la Réunion) et/ou à des sessions de formation en ligne (« webinars »). Un manuel de formation est également envoyé à l'ensemble des organisateurs ;
- **de garantir un lieu** pouvant accueillir 130 personnes, disposant d'un accès à Internet, de tables, de chaises, etc. ;
- **de prévoir la restauration des participants** (petit déjeuner et déjeuner) ;
- **de défrayer autant que possible** les citoyens pour leur déplacement ;
- **de traduire dans la langue locale**, si cela est nécessaire, **les documents de formation** (le questionnaire, le livret d'information) qui seront transmis dans les six langues des Nations Unies (anglais, français, espagnol, russe, arabe, chinois) ainsi que cinq courtes vidéos (disponibles en anglais, français et espagnol).
- **d'écrire une synthèse** valorisant les résultats du pays.

Les initiateurs du *World Wide Views* fournissent l'ensemble des contenus d'information ainsi que la méthode. Cela comprend les formations en « présentiel » et les formations en ligne (« webinars »), mais également les supports écrits et visuels : manuel de formation, livret d'information résumant les enjeux de la COP21 et garantissant que l'ensemble des citoyens soit au même niveau de connaissances, le questionnaire utilisé le jour J, et les cinq vidéos explicatives.

Tous ces documents sont accessibles **dans les six langues des Nations Unies sur le site Internet de l'opération:**

<http://climateandenergy.wwviews.org/>

Les initiateurs présenteront les résultats du débat citoyen planétaire lors de l'intersession de Bonn, le 10 juin 2015.

Carte du monde des pays participants



Pays participant au Débat Citoyen Planétaire (au 27 mai 2015)

Pays	Aide financière attribuée par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
Afghanistan	
Algeria	X
Argentina	X
Bahamas	X
Bangladesh	X
Barbados	X
Benin	X
Bosnia and Herzegovina	X
Brazil (2 debates)	X
Burkina Faso	X
Burundi	X
Cameroon	X
Canada	
Cape Verde	X
Chad	X
Chile	X



China	X
Colombia	X
Comoros	X
Congo (Democratic Republic of the)	X
Costa Rica	X
Côte d'Ivoire	X
Denmark	
Dominican Republic	X
Ecuador	X
Ecuador	
Ethiopia	X
Fiji	X
Finland	
France (14 debates)	
Gabon	X
Gambia	X
Georgia	X
Germany	
Ghana	X
Greece	X
Grenada	X
Guatemala	X
Guyana	X
Haiti	X
India	X
Indonesia	X
Iran (Islamic Republic of)	X
Italy	
Japan	
Kenya	X
Korea (Republic of)	X
Madagascar (2 debates)	
Malaysia	X
Maldives	X
Mali	X
Mauritania (2 debates)	X
Mauritius	X
Morocco	X
Mozambique	
Myanmar	X
Nepal	X
Niger	X
Nigeria	X
Pakistan	X
State of Palestine	X



Peru	X
Philippines	X
Portugal	X
Romania	X
Russian Federation	X
Rwanda	X
Sainta Lucia	X
Scotland	
Senegal (2 debates)	
Serbia	
Seychelles	X
South Africa	X
Spain	
Sri Lanka	X
Togo	X
Tunisia	
Turkey	X
Uganda	X
United States (4 debates)	
Viet Nam	X
Zambia	X
Zimbabwe	X
Total	83 pays 104 débats

Continents	Nombre de pays
AFRIQUE	32
AMÉRIQUES	17
ASIE OCÉANIE	18
EUROPE	16
	dont 15 îles



Les Régions françaises mobilisées à 100% pour le climat

Pour les Régions françaises, ce débat citoyen planétaire est un rendez-vous majeur pour mobiliser les citoyens en vue d'un accord universel sur le climat en décembre 2015 à Paris. Le 6 juin, **14 Régions, sous la coordination de l'Association des Régions de France (ARF), organisent des débats citoyens**: Aquitaine, Auvergne, Basse et Haute-Normandie, Centre-Val de Loire, Franche-Comté, Guadeloupe, Île-de-France, Martinique, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes.

Le 25 mai 2013, la journée citoyenne organisée dans le cadre du débat national sur la transition énergétique avait déjà réuni 1115 citoyens dans 14 Régions. Cette mobilisation citoyenne avait débouché sur la remise de 30 propositions au gouvernement, en vue du projet de loi sur la transition énergétique.

Fortes du succès de cette première édition, les Régions ont très tôt adhéré au projet de débat citoyen planétaire pour la COP21. Leur soutien logistique et financier est le socle de cette grande opération de consultation de la société civile.

La mobilisation des territoires, acteurs non étatiques comme société civile, **est l'une des clés de la réussite de la COP21**. Même si un accord multilatéral satisfaisant est trouvé à Paris, il ne pourra être efficacement mis en œuvre sans la contribution des dynamiques d'acteurs sur le terrain. En outre, cet accord n'entrera en vigueur qu'en 2020, et les acteurs non-étatiques agissent dès maintenant sur les territoires.

Les solutions au changement climatique sont déjà expérimentées dans les 27 Régions de France. Leur agenda positif publié en prévision de la COP21 en témoigne. Toute l'année, sur le terrain, les Régions agissent pour développer les filières d'énergies renouvelables, adapter les territoires au changement climatique, former les professionnels aux nouveaux métiers, promouvoir les mobilités durables, mobiliser la société civile, mettre en place de nouveaux dispositifs financiers...

Au delà du rendez-vous du 6 juin, les Régions se mobilisent donc très fortement pour la réussite de la conférence de Paris, à travers des centaines de manifestations, dont les plus importantes sont:

- **Les 4 et 5 juin, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur organise un sommet climat à l'échelle de l'espace méditerranéen.** Le "Medcop" sera l'un des axes forts de la relance du processus de coopération méditerranéenne souhaitée par le Président de la République.
- **La Région Rhône-Alpes accueille quant à elle un Sommet Mondial Climat et Territoires les 1er et 2 juillet 2015.** Cet événement dédié à la société civile concentrera de nombreuses sessions de travail qui doivent faire émerger les propositions d'amendements des neuf groupes majeurs de l'ONU sur le texte qui sera débattu à Paris en décembre.
- **Du 24 au 29 novembre, la Région Ile-de-France reçoit la "Conference of youth".** Quelques jours avant la COP21, cette conférence prévoit d'accueillir 10 000 jeunes du monde entier, dont un quart de Franciliens, pour les sensibiliser aux enjeux climatiques.
- **du 30 novembre au 11 décembre, les Régions et leurs partenaires seront présents lors de la COP au Bourget, pour présenter leur mobilisation contre le réchauffement climatique.**



Quelques exemples de politiques régionales pour le climat, issues de l'agenda positif des Régions de France

- **Alsace**: la Région a souhaité mettre en place un dispositif d'accompagnement des entreprises générant des économies d'énergie pour les procédés et utilités, via un appel à candidatures "entreprises et efficacité énergétique". 44 investissements ont ainsi été soutenus sur 2011-2014, économisant 37 501 tonnes de CO₂/an
- **Aquitaine** : face au constat qu'il est actuellement difficile pour les scientifiques de mesurer à un niveau local l'impact du changement climatique, la Région Aquitaine a été à l'initiative d'une première en France : le lancement en 2011 d'un Comité scientifique permanent, sous la houlette du climatologue Hervé Le Treut, membre de l'Académie des sciences et du GIEC. L'examen de l'impact du changement climatique à l'horizon 2030-2050 en Aquitaine a permis d'établir des préconisations pour les politiques, et des propositions pour accompagner l'adaptation du milieu et des hommes.
- **Pays de la Loire** : la Région a, dès l'été 2012, placé les ligériens au cœur du débat sur l'énergie. Plus de 5 000 personnes ont ainsi contribué à la construction du scénario de transition énergétique régional, en partant des usages et des modes de vie.
- **Picardie** : depuis septembre 2013, la Région s'est dotée de la compétence de réhabilitation thermique des logements individuels en créant la Régie du service public de l'efficacité énergétique (SPEE). Objectif : réhabiliter 10.000 logements par an à partir de 2018.
- **Poitou-Charentes**: la Région a fait le choix, dès 2008, de soutenir la filière photovoltaïque, avec le Plan Solaire Régional puis, en mars 2011, avec la mise en place d'un fonds de résistance photovoltaïque, doté de 400 M€ et financé par la Banque Européenne d'Investissement et le Crédit Agricole : le dispositif ESTER (Électricité Solaire des Territoires). Ce partenariat public-privé pour la production d'électricité photovoltaïque à coût maîtrisé, est le fruit d'une alliance unique entre la Région, Solairedirect (opérateur photovoltaïque indépendant), Sorégies et Séolis (entreprises locales de distribution d'énergie).
- **Rhône-Alpes** : la Région s'est engagée sur la voie de l'écologie circulaire en agissant concrètement au travers de ses politiques d'innovation et d'éco-innovation, de développement économique, de recherche ou de formation... Parmi ces actions, en association avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), elle a lancé en 2013 un appel à projets régional "Écologie Industrielle et Territoriale" qui propose un accompagnement original à des territoires motivés et déjà engagés dans des démarches environnementales.
- **Outre-mer** : les Régions adaptent la réglementation à leur territoire. Le régime législatif et réglementaire applicable dans les collectivités d'Outre-Mer est celui de l'hexagone, mais il peut faire l'objet d'adaptations. Ces collectivités peuvent également, pour tenir compte de leur spécificité, être habilitées par la loi à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire. La Guadeloupe a ainsi été la première Région française à obtenir une habilitation législative dans le domaine de l'énergie en 2009. Cette démarche a été suivie par la Martinique qui dispose depuis 2011 de la même habilitation.

Contact presse ARF: Emmanuel Georges-Picot 01.45.55.82.48 egeorgespicot@arf-regions.org



14 débats dans les régions françaises

14 régions françaises (Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Centre-Val de Loire, Franche-Comté, Guadeloupe, Haute-Normandie, Île-de-France, Martinique, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes), **sous la coordination de l'Association des Régions de France, participent à l'opération.**

13 débats seront organisés: 1 par région, sauf dans le cas de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie qui organiseront un seul débat normand.

Dans le cadre de la coopération décentralisée, certaines régions apportent une aide logistique et/ou financière à l'organisation de huit débats locaux dans 7 pays (Mauritanie, Burkina Faso, Chili, Île-Maurice, Sénégal, Tunisie, et Madagascar où se tiendront deux débats).

Par ailleurs, l'agglomération Grenoble-Alpes Métropole organisera aussi un débat ; portant le **nombre total de débats en région à 14.**

	Débat planétaire en Région	Appui à des régions étrangères pour l'organisation d'un débat
1	AQUITAINE	
2	AUVERGNE	Madagascar (région malgache Vakinankaratra)
3	BASSE NORMANDIE HAUTE NORMANDIE >>un seul débat normand	Madagascar (région malgache Atsinanana)
4	CENTRE – VAL DE LOIRE	Mauritanie
5	FRANCHE COMTE	Burkina Faso
6	GUADELOUPE	
7	ÎLE-DE-FRANCE (IDF)	Chili
8	MARTINIQUE	
9	NORD-PAS-DE-CALAIS	
10	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (PACA)	
11	POITOU CHARENTES	
12	RÉUNION	Île Maurice
13	RHÔNE ALPES	Sénégal (région de Saint-Louis) Tunisie (gouvernorat de Monastir)
14	GRENOBLE – ALPES METROPOLE	



Programme de la journée du 6 juin 2015 au 244 boulevard Saint-Germain :
-QG de l'opération
-Débat organisé par la région Île-de-France

9h30 : Lancement officiel du débat citoyen pour la région Ile-de-France / Présentation des premiers résultats par l'équipe de coordination
Résultats définitifs : Fidji

10h15 : Zoom sur les partenaires de l'Océan Pacifique
Connexion Skype avec les Philippines et la Malaisie (débat en cours)

10h45 : Zoom sur les citoyens du continent asiatique : 19 débats en cours
Connexion Skype avec 500 citoyens (Inde, Corée du Sud, Japon, Pakistan, Birmanie) : témoignages en ligne sur cette journée de consultation citoyenne mondiale

11h30 : Derniers débats en Asie
Connexion Skype avec les citoyens d'Afghanistan, Palestine, Russie, Iran, Sri Lanka, Maldives

12h00 : Discussion sur les enjeux du climat et de l'énergie dans l'Océan Pacifique et sur le continent asiatique

12h30 : Pause déjeuner

13h15 : Les débats citoyens en Europe et Afrique : 43 débats en cours
Présentation des premiers résultats

13h45 : Le changement climatique et la transition énergétique en Europe
Connexion Skype avec 500 citoyens (Allemagne, Grèce, Portugal, Italie, Espagne)

14h30 : Discussion sur le changement climatique et la transition énergétique en France
Connexion Skype avec les citoyens français en région
Connexion Skype avec les régions françaises et leurs coopérations décentralisées

16h00 : Le changement climatique et la transition énergétique en Afrique
Connexion Skype avec 500 citoyens du continent africain (Afrique du Sud, Burkina Faso, Kenya, Rwanda, Cameroun)

16h45 : Premier débat citoyen aux Amériques
Connexion Skype avec le Brésil et les Etats-Unis

17h00 : Asie, Europe, Afrique : quelles tendances, quelles convergences, quelles divergences ?
Retour sur la plus grande consultation citoyenne jamais organisée au monde : résultats partiels

17h30 : Fin du débat citoyen planétaire en Ile-de-France



Journée type du 6 juin 2015



Heure	Programme
8:00	<p>Réunion d'équipe (organisateurs du débat) –avant que l'enregistrement des citoyens ne commence</p> <p>Briefing qui vise à éclaircir les incompréhensions ou malentendus, et vérifier les fonctions de chacun.</p>
9:00	<p>Enregistrement des participants</p> <p>Distribution des badges nominatifs et des dossiers contenant le programme de la journée, les supports d'information, etc.</p> <p>Installation: plan de table qui permette une mixité (8 personnes par table).</p>
10:00	<p>Lancement de la journée de débat citoyen planétaire</p> <p>Une personnalité (par exemple Ministre de l'environnement) prononce le discours d'ouverture.</p> <p>L'organisateur local explique la logique et l'intérêt de la consultation et présente le programme de la journée, expliquant le rôle de chaque membre de l'équipe, les principes et les objectifs de la délibération, les procédures du vote, le rôle des citoyens etc.</p>
10:45	<p>Première session thématique : l'importance de lutter contre le changement climatique 1h15</p> <p>Les questions auxquelles chaque citoyen répondra en fin de séquence sont organisées autour de cinq thématiques développées dans le livret d'information reçu au préalable par les participant(e)s et dans les vidéos introductives.</p> <p>La procédure est expliquée par l'animateur (5–10 min); Introduction du thème et projection vidéo; présentation des questions par l'animateur, discussions en table ronde (45 min); Vote (15 min).</p>
12:00	<p>Deuxième session thématique : les outils pour lutter contre le changement climatique 1h15</p>
13:15	<p>Troisième session thématique : les négociations des nations unies et les engagements nationaux 1h15</p>
14:30	<p>Quatrième session thématique : l'équité et le partage des efforts 1h15</p>
15:45	<p>Cinquième session thématique : faire des promesses en faveur du climat et les tenir 1h15</p>
17:00	<p>Conclusion</p> <p>L'organisateur local fait un discours de clôture et remercie les citoyens pour leur participation, il donne des informations sur les suites de l'initiative, la consultation des résultats, leur valorisation, etc. Une personnalité peut conclure ou (dans le cas d'une saisie immédiate des réponses) présenter les premiers résultats.</p>



N.B: Pour accentuer la dimension internationale du projet, chaque partenaire sera en binôme avec un autre pour organiser une rencontre sur Skype au cours de la journée.

Par ailleurs, le débat de la région Île-de-France, organisé au 244 boulevard Saint-Germain (75007 Paris), sera connecté à une dizaine de pays via un mur d'images. La presse sera conviée à cette journée.



Les coordinateurs du Débat Citoyen Planétaire sur l'Énergie et le Climat

La Commission nationale du débat public (CNDP)

La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante dont la mission est d'informer les citoyens et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte dans le processus de décision des grands projets d'aménagement et d'équipement.

Christian LEYRIT, *Président de la Commission nationale pour le débat public et Co-coordonateur du World Wide Views 2015*

christian.leyrit@debatpublic.fr

La Fondation Danish Board

La Fondation Danish Board est une fondation à but non lucratif. Elle remplace depuis 2012 le Danish Board of Technology, organisme public danois, qui dispensait depuis 1985 des études et des conseils dans le domaine de la science au parlement danois. Le principe de la Fondation est de mobiliser des experts, des citoyens et des parties prenantes pour fournir des recommandations aux décideurs.

Bjørn Bedsted, *Coordinateur global du World Wide Views 2015 au Danish Board of Technology*

bb@Tekno.dk

L'agence Missions publiques

Missions Publiques accompagne les pouvoirs publics, entreprises publiques et organisations de la société civile dans la création, la mise en place, l'animation, et l'évaluation de démarches de démocratie participative et de concertation.

Yves Mathieu, *Co-directeur de Missions publiques et Co-coordonateur du World Wide Views 2015*

yves.mathieu@missionspubliques.com

Contact presse :

Agence Milbox

David Perrussel

Tel : + 33.1.42.51.35.13 / + 33 7.61.85.05.80

david.perrussel@milbox.fr



Les financeurs du débat citoyen planétaire sur l'énergie et le climat

Le Ministère français de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (MEDDE) et le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI)



14 régions françaises sous la coordination de l'Association des Régions de France (Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Centre-Val de Loire, Franche-Comté, Guadeloupe, Haute-Normandie, Île-de-France, Martinique, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes)



La Commission nationale du débat public (CNDP)



ENGIE (GDF Suez)



KR Foundation



La Présidence de l'Assemblée nationale française



L'Agence fédérale de l'environnement allemande



La Fondation de France



L'Agence Spatiale Européenne



Les groupes "socialiste et apparentés" et Europe Ecologie Les Verts (EELV) du Sénat français



Le ministère norvégien du Climat et de l'Environnement



NORWEGIAN MINISTRY OF
THE ENVIRONMENT

L'agglomération Grenoble-Alpes Métropole



La Ville de Paris





Contact presse :
Agence Milbox
David Perrussel
Tel : + 33.1.42.51.35.13 / + 33 7.61.85.05.80
david.perrussel@milbox.fr

